

**INTERVENTION** 7 DÉCEMBRE 2016

## **SUJET : BUDGET PRIMITIF 2017**

« Merci, Monsieur le Président.

Dans cette mandature, c'est la quatrième fois, et l'avant dernière fois, que nous nous exprimons au sujet d'un budget primitif. En relisant mes interventions précédentes, je ne peux qu'être d'accord avec mes collègues qui me disent en se moquant gentiment de moi : « Tu dis toujours la même chose ».

Eh bien oui, je dis toujours la même chose : le gouvernement ne respecte pas les Articles 37 et 38 de notre Constitution, que je vais une fois de plus vous citer : « Le budget national comprend toutes les recettes et toutes les dépenses de la Principauté » et le 38 : « Le budget national exprime la politique économique et financière de la Principauté ». Personne, parmi les élus et personne d'ailleurs, parmi l'exécutif, ne m'a encore prouvé, et même dit, que j'avais tort. Les quelques déclarations de bonnes intentions de la part du gouvernement, des Gouvernements avant que vous soyez là, Monsieur le Ministre d'Etat, ne sont jamais, ou n'ont pas encore été, suivies d'effets. Pourtant, des centaines de millions d'euros de recettes et de dépenses n'apparaissent nulle part, le surplus affiché en 2017 ne sera que le résultat d'opérations comptables avec le FRC, opérations non votées par cette assemblée, comme c'était le cas les années précédentes, comme c'était le cas quand nous avions des déficits. Pourquoi changerais-je ma position ?

Bien sûr, si nous avons l'amendement budgétaire, je pourrais voter contre telle ou telle ligne sans voter contre le budget dans son ensemble. Mais nous ne l'avons pas.

Etant un optimiste, j'ose espérer sans trop y croire, que ces pratiques comptables changeront l'an prochain. Car au-delà du problème démocratique qu'elles posent, ces pratiques comptables, elles nous font courir un grand risque. En effet, quand on travaille avec plusieurs comptabilités, on finit toujours, pardonnez-moi l'expression, par se mélanger les pinceaux entre la vraie et la fausse comptabilité, et on risque de prendre les mauvaises décisions.

Je vous donne un exemple parmi d'autres. Nous claironnons avec fierté que nous n'avons pas de dettes. C'est faux, c'est faux, nous avons au moins deux types de dettes...

La première est que l'Etat a une dette envers le Fonds de Réserve Constitutionnel, quelques centaines de millions d'euros, puisque celui-ci a financé des dépenses publiques pendant des années afin de masquer les déficits. D'accord, nous remboursons cette dette année après année grâce aux excédents masqués, mais nous sommes encore loin du compte. D'ailleurs je me demande pourquoi dois-je utiliser le mot « masqué » à tout bout de champ ? Sommes-nous dans une pièce de théâtre ici ? Un théâtre de marionnettes peut-être ? Tout cela est un manque de respect pour les Monégasques qui nous regardent et qui nous ont élus.

Le deuxième aspect est bien sûr lié à la retraite des fonctionnaires, qui est financée au fil de l'eau par le budget. Cette retraite des fonctionnaires est une dette viagère, comme vient de le dire M. CLERISSI, comme aime le dire la Commission Supérieure des Comptes. Et elle n'est comptabilisée nulle part. Si elle l'était, qu'advierait-il de notre fonds de réserve ? Sans doute fondrait-il comme peau de chagrin ! Je vous félicite cependant Monsieur le Ministre, pour avoir mis ce sujet sur la table, c'est certainement un pas dans la bonne direction. Car par respect pour les fonctionnaires, nous nous devons de mettre de l'argent de côté pour financer leur retraite. Il est totalement injuste que le paiement de leurs retraites soit soumis aux aléas de la conjoncture économique des vingt prochaines années.

Dépenserions-nous autant si notre fonds de réserve était un quart de ce qu'il est aujourd'hui ? Assurément pas, et j'en reviens aux risques créés par notre double comptabilité, on finit par croire à ses propres mensonges.

Nous dépensons trop, Monsieur le Ministre. Ce n'est pas parce que nous avons des recettes qu'il faut nécessairement dépenser de l'argent. Ce n'est pas du malthusianisme que je fais ici, je suis bien conscient que les investissements d'aujourd'hui sont la croissance de demain. Mais une politique d'investissement basée sur un pourcentage fixe de recettes année après année, me paraît, pour être gentil, inadéquate et dangereuse.

Elle est inadéquate car elle ignore les nuisances de toutes sortes que crée la multiplication des chantiers, elle ignore l'impact sur la qualité de vie et l'attractivité. Mais tout aussi important, elle est dangereuse parce qu'elle ignore une conjoncture internationale politique et économique de plus en plus volatile, elle ignore le fait que notre modèle économique, bien que performant, reste fragile et peu diversifié.

Alors oui, Monsieur le Ministre, je dis toujours la même chose, et je sais que beaucoup de Monégasques partagent mon opinion, nous dépensons trop d'argent !

Merci Monsieur le Président.

---

Je voulais simplement renchérir sur mon collègue GRINDA. Je crois que la première fois que j'avais abordé ce sujet de première heure de parking, j'avais fait une blague en disant « cabri mort n'a pas peur du couteau » parce qu'il est évident que cela ne va pas être quelque chose qui va être très populaire pour les Monégasques.

Par contre je crois que de toute évidence c'est ce qu'il faut faire. C'est-à-dire qu'aujourd'hui on incite les gens à rentrer et à sortir du parking tout le temps. Il faut que la première heure soit plus chère que la deuxième qui soit plus chère que la troisième et ainsi de suite. Il faut à la limite que cela coûte moins d'argent si on gare sa voiture dix heures dans le parking que si on la gare une heure...

*(Plusieurs personnes parlent hors micro, inaudible).*

... mais bien sûr ! Vous allez voir que la circulation va s'améliorer et le bilan carbone va s'améliorer aussi.

Donc, moi je vous engage, Monsieur le Ministre, à faire preuve de courage. Nous en tout cas ici, nous sommes prêts à vous soutenir. Ce n'est pas qu'une question de circulation, c'est aussi une



question de pollution et de qualité de vie qui est une évidence économique. Comment peut-on dire qu'on veut améliorer la circulation alors qu'on incite les gens à rentrer et à sortir du parking tout le temps... je le vois faire ça, je les vois. Des gens qui rentrent à 8 heures et à 8 heures 58 ils sortent et retournent dans le parking et ensuite ils ressortent.... Mais qu'est-ce que c'est que cela !!! Enfin.

Je vous remercie pour votre attention. »

Bernard Pasquier